



Groupe Banque TD

Présentation sur les résultats trimestriels pour le T2 2016

Le jeudi 26 mai 2016

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2015 (le rapport de gestion de 2015) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2016 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions, fidéliser la clientèle, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres à risque et les directives réglementaires en matière de liquidité; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile et des concurrents offrant des services non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2015, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2015 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Bénéfice rajusté¹ de 2,3 G\$, en hausse de 5 % sur 12 mois

- Bénéfice net rajusté des Services de détail² en hausse de 6 % sur 12 mois
- Belle tenue des Services bancaires de gros
- Augmentation de la provision pour pertes sur créances
- Maintien d'une qualité du crédit élevée dans l'ensemble

BPA rajusté de 1,20 \$, en hausse de 5 % sur 12 mois

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 10,1 %

1. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR; les résultats sont alors appelés « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts), pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et mesurer son rendement global. Le bénéfice net rajusté, le bénéfice par action (BPA) rajusté et les termes connexes utilisés dans le présent document ne sont pas définis par les PCGR et peuvent ne pas être comparables à des termes semblables utilisés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats du deuxième trimestre de 2016 et du rapport de gestion de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour de plus amples renseignements, les résultats comme présentés, une liste des éléments à noter et une conciliation des mesures non conformes aux PCGR. Au T2 2016, le bénéfice net comme présenté et le BPA comme présenté s'établissent à 2,052 M\$ et 1,07 \$, respectivement. Le bénéfice net comme présenté et le BPA comme présenté ont tous deux augmenté de 10 % sur 12 mois au T2 2016.

2. Les Services de détail sont composés des secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis. Voir le communiqué de presse sur les résultats du T2 2016 et le rapport de gestion de la Banque Le bénéfice net comme présenté des Services de détail a augmenté de 8 % sur 12 mois.

Chef de file en matière de satisfaction de la clientèle

- N° 1 des gestionnaires de caisses de retraite pour une 5^e année consécutive¹
- Satisfaction de la clientèle la plus élevée pour les Services bancaires privés en Floride selon J.D. Power²

Développement de nos capacités numériques

- Dépense TD
- Service à la clientèle par Facebook Messenger
- Apple Pay^{MC} et UGO³

1. Selon les actifs gérés au 31 décembre 2015 (source : Rapport « Top 40 Money Managers » 2016 de Benefits Canada).

2. Parmi les banques de détail de Floride, TD Bank a reçu la plus haute note dans l'étude sur la satisfaction de la clientèle des services bancaires de détail 2016 de J.D. Power. L'étude reposait sur 76 233 réponses, incluait 10 banques et évaluait l'opinion des clients à l'égard de l'institution financière avec laquelle ils font principalement affaire. Les clients ont été sondés d'avril 2015 à février 2016. Vos expériences pourraient être différentes. Visitez jdpower.com.

3. Apple et Apple Pay sont des marques de commerce d'Apple Inc., enregistrées aux États-Unis et dans d'autres pays.

Faits saillants du T2 2016



Total pour la Banque (rajusté¹ sur 12 mois)

BPA de 1,20 \$, en hausse de 5 %

Bénéfice net en hausse de 5 %

Produits en hausse de 7 %

- Hausse de 4 % hors change et acquisitions
- Bonne croissance des volumes pour les Services de détail

PPC en baisse de 9 % sur 3 mois

Charges en hausse de 7 %

- Hausse de 1 % hors change et acquisitions

Secteurs (sur 12 mois)

Bénéfice des Services de détail au Canada en hausse de 2 %

Bénéfice rajusté des Services de détail aux États-Unis en hausse de 15 %

Bénéfice des Services bancaires de gros en baisse de 11 %

Faits saillants financiers – M\$

Rajustés ¹	T2 2016	T1 2016	T2 2015
Produits	8 317	8 564	7 742
Provision pour pertes sur créances (PPC)	584	642	375
Charges	4 556	4 579	4 243
Bénéfice net	2 282	2 247	2 169
BPA dilué (\$)	1,20	1,18	1,14

Comme présenté	T2 2016	T1 2016	T2 2015
Produits	8 259	8 610	7 759
Charges	4 736	4 653	4 705
Bénéfice net	2 052	2 223	1 859
BPA dilué (\$)	1,07	1,17	0,97

Bénéfice par secteur – M\$

	T2 2016	T1 2016	T2 2015
Services de détail² (rajusté)	2 183	2 264	2 062
<i>Services de détail (comme présenté)</i>	<i>2 183</i>	<i>2 264</i>	<i>2 030</i>
Services bancaires de gros	219	161	246
Siège social (rajusté)	(120)	(178)	(139)
<i>Siège social (comme présenté)</i>	<i>(350)</i>	<i>(202)</i>	<i>(417)</i>

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3. Pour de plus amples renseignements et un rapprochement, voir la diapositive 16.

2. Voir la note 2 à la diapositive 3.

Services de détail au Canada



Faits saillants (sur 12 mois)

Bénéfice net en hausse de 2 %

Produits en hausse de 2 %

- Croissance des volumes de prêts de 6 %
- Croissance des volumes de dépôts de 6%
- Hausse des actifs des activités de gestion de patrimoine² de 3 %

Marge d'intérêt nette de 2,77 %, en baisse de 3 pdb sur 3 mois

PPC en hausse de 15 % sur 3 mois

- Augmentation des provisions et des comptes radiés au trimestre précédent

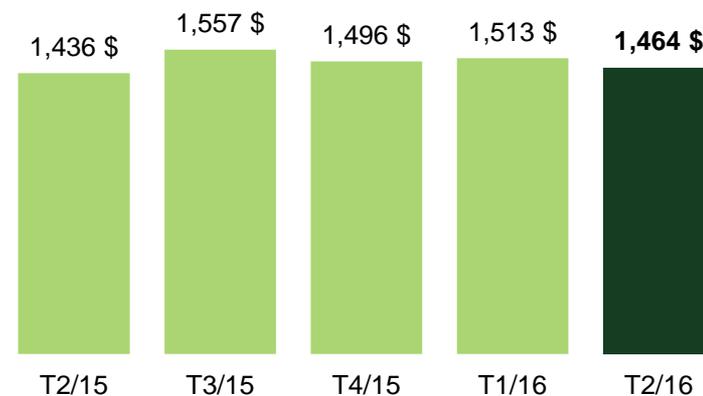
Charges en hausse de 1 %

- Ratio d'efficacité de 42,9 %

Profits et pertes – M\$

	T2 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	4 887	-3 %	2 %
Réclamations d'assurance	530	-19 %	-6 %
Produits après déduction des réclamations¹	4 357	0 %	3 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	262	15 %	10 %
Charges	2 095	1 %	1 %
Bénéfice net	1 464	-3 %	2 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	41,7 %		

Bénéfice – M\$



1. Les produits totaux (avant déduction des réclamations d'assurance) s'établissent à 4 778 M\$ et 5 031 M\$ pour le T2 2015 et le T1 2016, respectivement. Les réclamations d'assurance et les charges connexes sont de 564 M\$ et 655 M\$ pour le T2 2015 et le T1 2016, respectivement.

2. Les actifs des activités de gestion de patrimoine englobent les actifs administrés et les actifs gérés.

Services de détail aux États-Unis



Faits saillants en M\$ US (sur 12 mois)

Bénéfice net rajusté en hausse de 6 %

Produits en hausse de 6 %

- Croissance des volumes de prêts de 13 %
- Croissance des volumes de dépôts de 10 %

Marge d'intérêt nette de 3,11 %, stable sur 3 mois

PPC en baisse de 23 % sur 3 mois

- Caractère saisonnier du portefeuille de cartes de crédit

Charges rajustées en hausse de 4 %

- Ratio d'efficacité de 61,8 %

Profits et pertes – M\$ US (sauf indication contraire)

	T2 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle	T2 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle
	Rajustés ¹			Comme présenté		
Produits	1 725	-1 %	6 %	1 725	-1 %	6 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	123	-23 %	52 %	123	-23 %	52 %
Charges	1 067	4 %	4 %	1 067	4 %	0 %
Bénéfice net, Services de détail aux États-Unis	459	-2 %	6 %	459	-2 %	13 %
Quote-part du bénéfice net de TD AMTD	78	-5 %	13 %	78	-5 %	13 %
Bénéfice net	537	-3 %	7 %	537	-3 %	13 %
Bénéfice net (\$ CA)	719	-4 %	15 %	719	-4 %	21 %
Rendement des capitaux propres	8,7 %			8,7 %		

Bénéfice rajusté – M\$ US



Services bancaires de gros



Faits saillants (sur 12 mois)

Bénéfice net en baisse de 11 %

Produits en baisse de 2 %

- Baisse des produits tirés de la négociation de titres à revenu fixe et des honoraires de prises fermes de capitaux propres
- Neutralisée en partie par la hausse des produits tirés des services-conseils et des prêts aux entreprises
- Produits liés aux activités de négociation de 429 M\$

PPC en hausse sur 3 mois

Charges en baisse de 1 %

- Diminution des charges d'exploitation et de la rémunération variable
- Compensée en partie par l'incidence du change sur les dépenses en dollars américains

Profits et pertes – M\$

	T2 2016	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	766	15 %	-2 %
Provision pour pertes sur créances (PPC)	50	> 100 %	> 100 %
Charges	441	3 %	-1 %
Bénéfice net	219	36 %	-11 %
Rendement des capitaux propres	14,8 %		

Bénéfice – M\$



Faits saillants (sur 12 mois)

Perte ajustée en baisse de 19 M\$

- Investissements continus dans des projets d'entreprise et des projets liés à la réglementation
- Hausse des éléments fiscaux positifs et des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie
- Compensée en partie par l'augmentation des provisions pour pertes sur créances subies mais non encore décelées

Profits et pertes – M\$

	T2 2016	T1 2016	T2 2015
Charges nettes du Siège social	(196)	(203)	(177)
Autres	48	(4)	10
Participations ne donnant pas le contrôle	28	29	28
Résultat net (rajusté)¹	(120)	(178)	(139)
<i>Résultat net comme présenté</i>	<i>(350)</i>	<i>(202)</i>	<i>(417)</i>

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

Remarque : Le secteur Siège social comprend les charges du Siège social et tout autre élément non attribué aux secteurs d'exploitation de même que les activités de trésorerie nettes et de gestion des capitaux propres.

Capitaux propres et liquidité



Faits saillants

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 10,1 %

Ratio d'endettement de 3,8 %

Ratio de liquidité à court terme de 128 %

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO¹

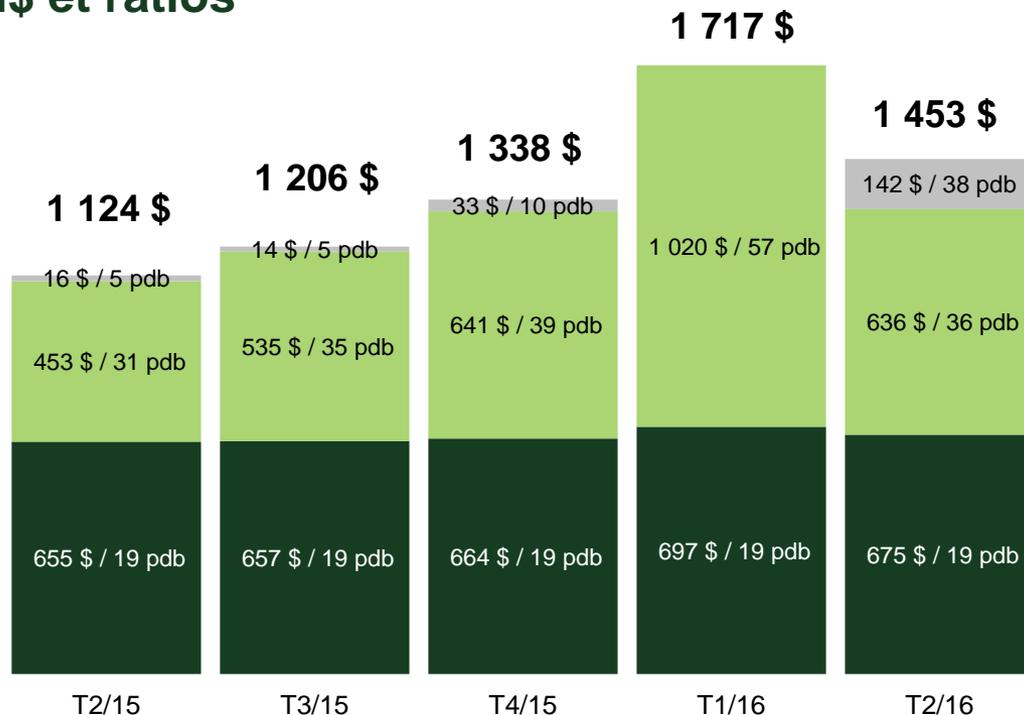
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T1 2016	9,9 %
Production de fonds propres à l'interne	25 pdb
Gains latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global	6 pdb
Augmentation des actions ordinaires	3 pdb
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et autres	(10) pdb
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T2 2016	10,1 %

1. Les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit a commencé, en fonction d'une approche selon laquelle l'exigence s'établit à 64 % en 2015 et en 2016, à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019.

Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts des Services de détail au Canada ont été stables à 19 pdb au cours des 5 derniers trimestres
- Les formations de prêts douteux aux États-Unis ont diminué de 384 M\$ ce trimestre, dont :
 - 201 M\$ US en raison de la baisse de nouvelles LDCVD Héritage à intérêt seulement
 - 126 M\$ en raison du raffermissement du dollar canadien
- 142 M\$ en raison des prêts douteux des Services bancaires de gros liés à 4 emprunteurs du segment du pétrole et du gaz

	22	23	24	30	25	pdb
TD						
Homologues au Canada ⁴	13	15	13	15	N. d.	pdb
Homologues aux États-Unis ⁵	19	18	17	29	N. d.	pdb

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

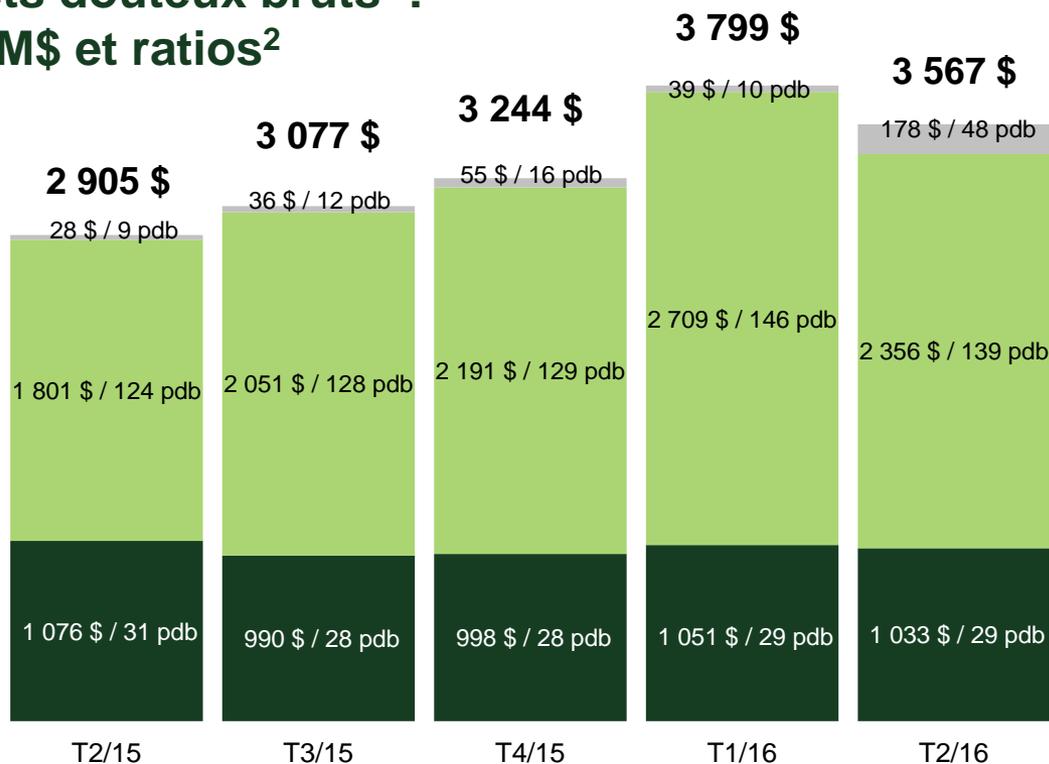
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).

N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts par portefeuille



Prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les prêts douteux bruts des Services de détail au Canada ont été stables au cours des 5 derniers trimestres
- Les prêts douteux bruts aux États-Unis ont diminué de 353 M\$ ce trimestre, dont :
 - 297 M\$ en raison du raffermissement du dollar canadien
 - 58 M\$ US en raison d'une baisse des LDCVD Héritage à intérêt seulement douteuses du fait de l'amélioration de la tendance relative aux prêts douteux et aux règlements
- 139 M\$ en raison d'une hausse des prêts douteux pour les Services bancaires de gros liée à 4 emprunteurs du segment du pétrole et du gaz

	56	57	58	65	63	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁴	65	67	63	68	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	122	116	109	114	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).

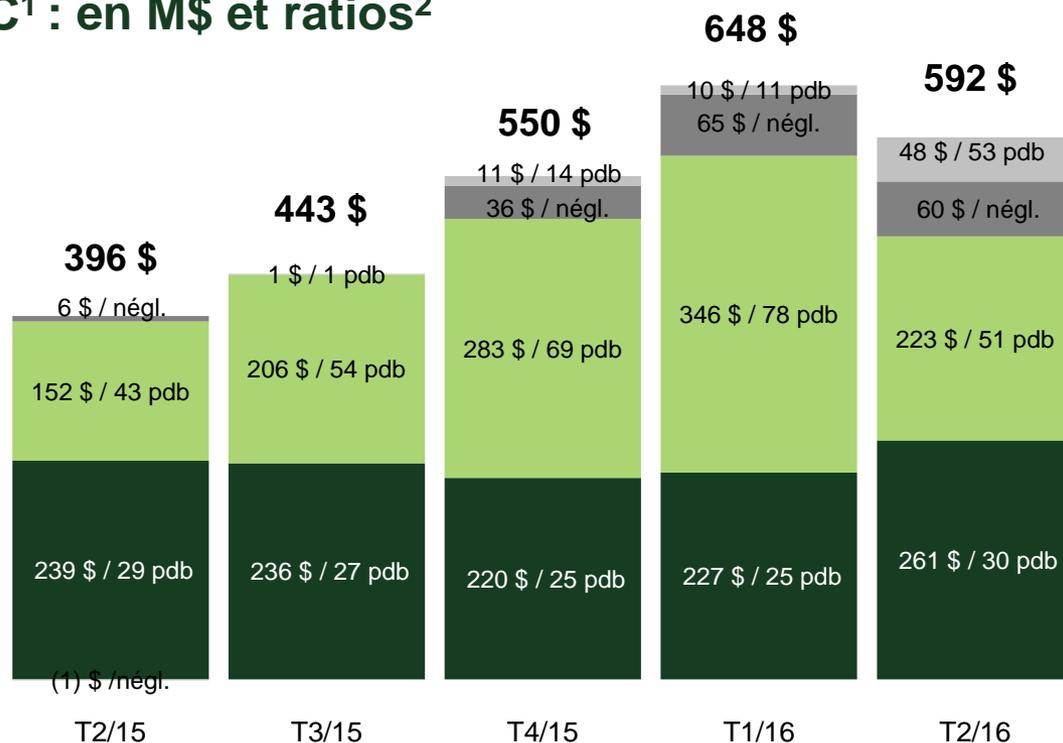
Négl. : négligeable

N. d. : Non disponible

Provision pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



PPC¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- La qualité du crédit des portefeuilles des Services de détail au Canada et aux États-Unis demeure solide, avec un taux de perte respectif de 30 pdb et 51 pdb
- Le portefeuille des Services de détail aux États-Unis⁶ a diminué de 123 M\$ ce trimestre, dont :
 - 71 M\$ US en raison de la baisse saisonnière des volumes des cartes aux États-Unis
 - 41 M\$ US en raison du raffermissement du dollar canadien
- 38 M\$ US en raison de formations de prêts douteux pour les Services bancaires de gros liées au segment du pétrole et du gaz
- 60 M\$ en raison d'une hausse de la provision surtout due à la détérioration soutenue du crédit dans les expositions touchées par la chute des prix du pétrole et du gaz

	T2/15	T3/15	T4/15	T1/16	T2/16	
1	32	33	40	45	42	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁵	29	28	28	33	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁷	47	48	65	69	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros⁴
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.⁶
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.

2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

3. La catégorie « Autres » comprend les provisions pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans les portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros qui sont comptabilisées dans le secteur Siège social.

4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : T2 2016 (2) M\$ / T1 2016 (4) M\$.

5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

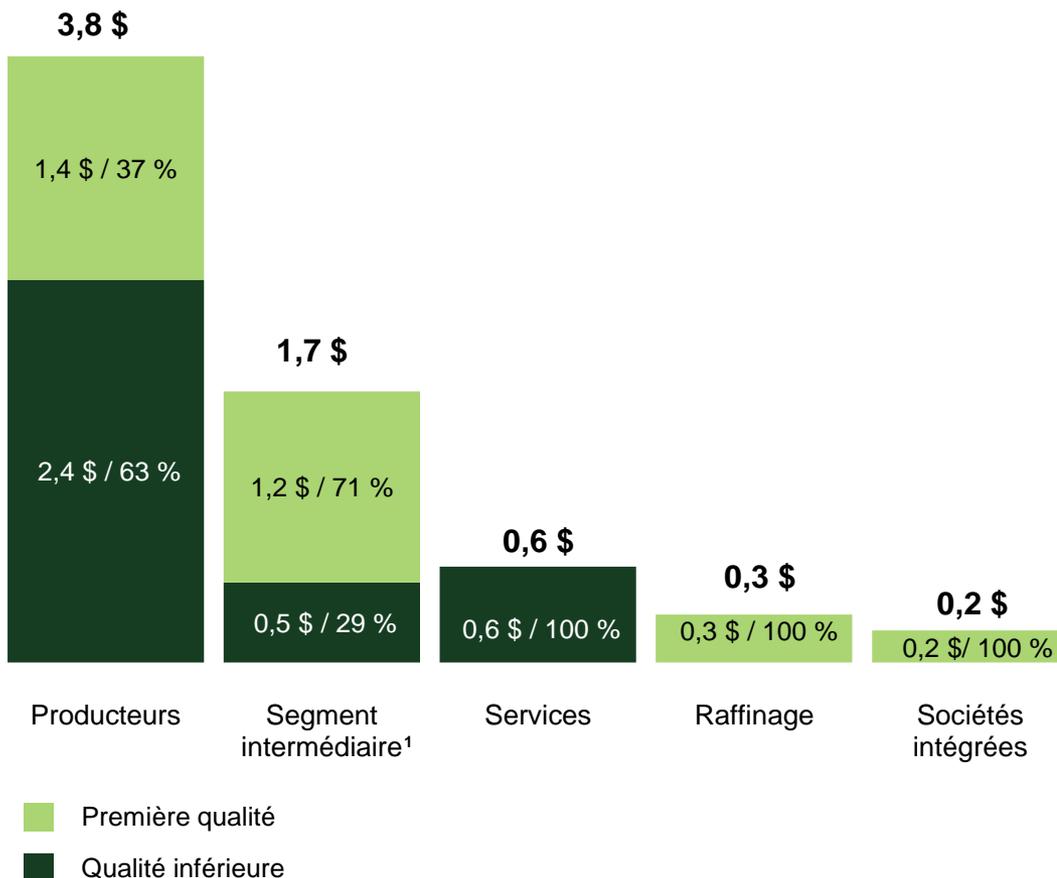
6. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T2 2016 40 M\$ US / T1 2016 87 M\$ US / T4 2015 51 M\$ US / T3 2015 39 M\$ US / T2 2015 23 M\$ US).

7. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC.

Exposition au secteur du pétrole et du gaz



Solde des prêts aux entreprises et des prêts commerciaux par segment (en G\$):



Faits saillants

- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers continue de représenter moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts :
 - Quatre nouveaux prêts des Services bancaires de gros dans le segment du pétrole et gaz
 - Augmentation de 45 M\$ des provisions spécifiques
- 65 % du crédit inutilisé au segment du pétrole et gaz est de qualité supérieure
- En excluant le crédit garanti par des biens immobiliers, les prêts à la consommation et les prêts des Services bancaires aux petites entreprises dans les provinces touchées² représentent 2 % du total des prêts et des acceptations bruts.
 - Les signes de détérioration du portefeuille de crédit à la consommation dans les provinces touchées demeurent à l'intérieur des prévisions.

1. Le segment intermédiaire comprend les pipelines, le transport et le stockage.

2. Les provinces touchées par la chute des prix du pétrole sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador.



Annexe

Bénéfices du T2 2016 : Éléments à noter



		M\$	BPA		
Bénéfice net et BPA (dilué) comme présentés		2 052 \$	1,07 \$		
Éléments à noter	Avant impôts (en M\$)	Après impôts (en M\$)	BPA	Secteur d'exploitation	Poste des produits / charges ⁴
Amortissement des immobilisations incorporelles ¹	69 \$	63 \$	0,04 \$	Siège social	p. 9, ligne 10
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres reclassés comme disponibles à la vente	58 \$	51 \$	0,03 \$	Siège social	p. 9, ligne 10
Dépréciation de la survaleur, d'actifs non financiers et autres charges ²	111 \$	116 \$	0,06 \$	Siège social	p. 9, ligne 10
Excluant les éléments à noter précités					
Bénéfice net et BPA (dilué) rajustés³		2 282 \$	1,20 \$		

1. Incluant la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles de 17 M\$, déduction faite des impôts, se rapportant à TD Ameritrade Holding Corporation. L'amortissement des immobilisations incorporelles se rapporte principalement à des acquisitions d'actifs et à des regroupements d'entreprises. L'amortissement des logiciels et des droits de gestion d'actifs est inclus dans l'amortissement des immobilisations incorporelles; toutefois, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter.

2. Au T2 2016, la Banque a enregistré une dépréciation de la survaleur, de certaines immobilisations incorporelles, d'autres actifs non financiers et d'actifs d'impôt différé, de même que d'autres coûts liés aux pertes soutenues enregistrées par Placements directs en Europe.

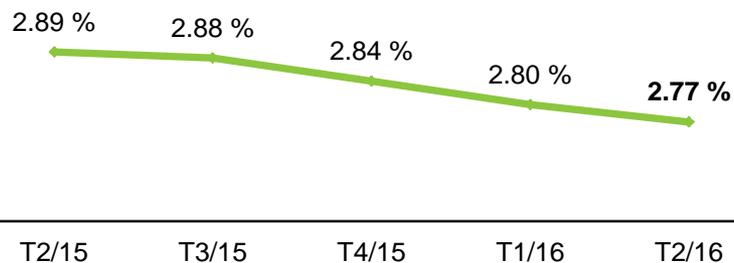
3. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

4. Cette colonne renvoie à certaines pages de la trousse Information financière supplémentaire du T2 2016 de la Banque, accessible sur notre site Web au www.td.com/francais/investisseurs.

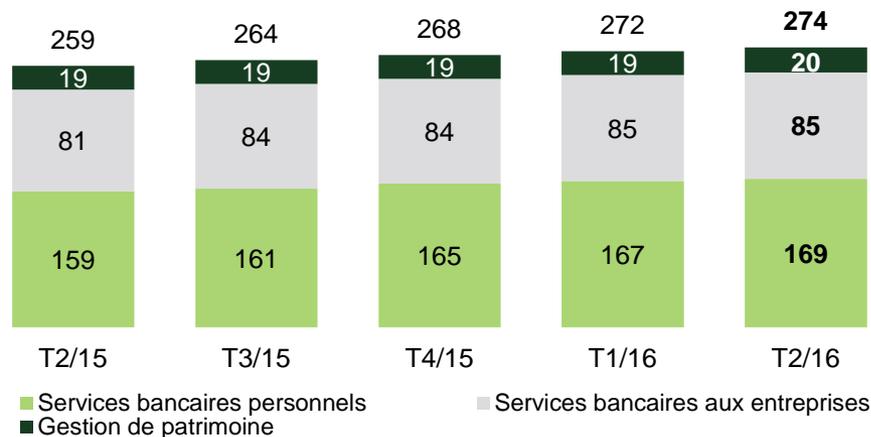
Services de détail au Canada



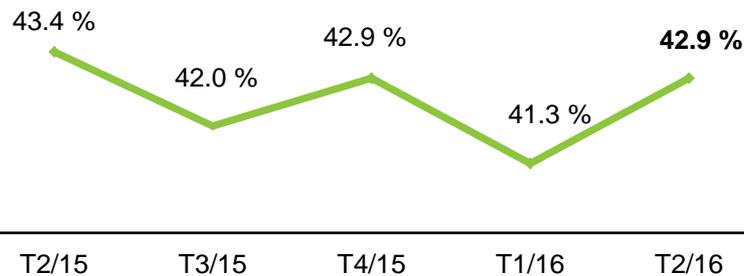
Marge d'intérêt nette



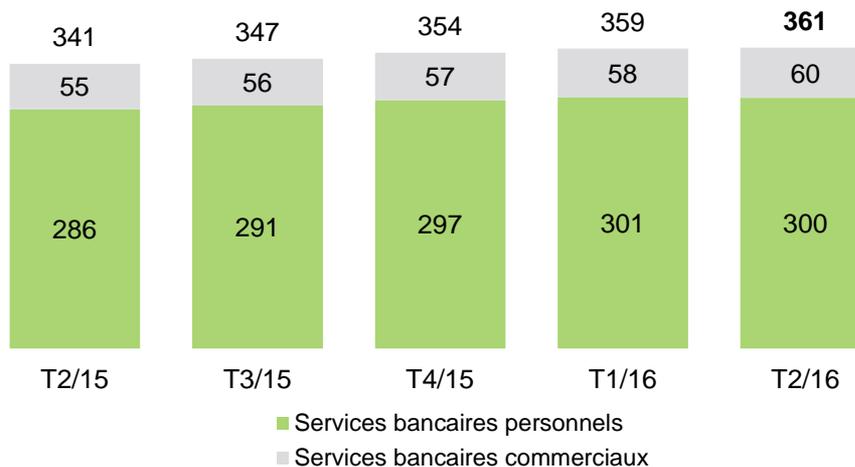
Moyenne des dépôts (en G\$)



Ratio d'efficacité



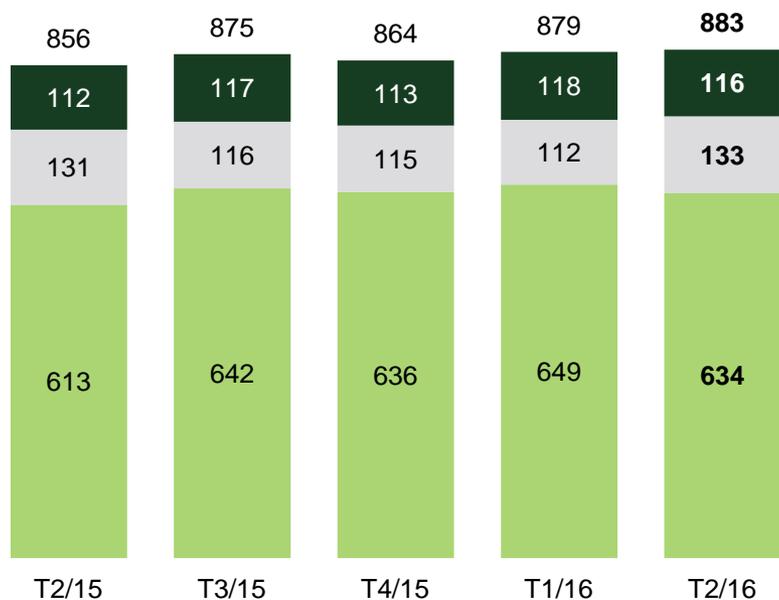
Moyenne des prêts (en G\$)



Gestion de patrimoine au Canada

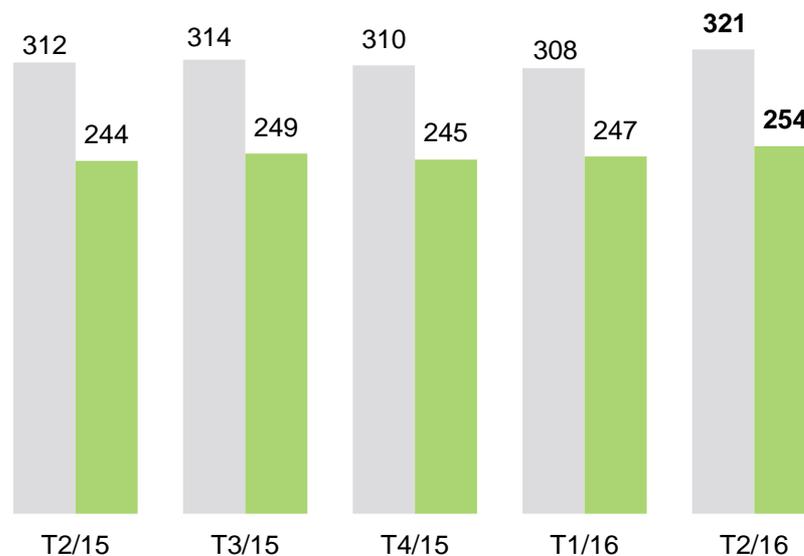


Produits de Gestion de patrimoine (en M\$)



- Produits d'intérêts nets
- Produits tirés des opérations
- Produits tirés des commissions et autres

Actifs de Gestion de patrimoine (en G\$)

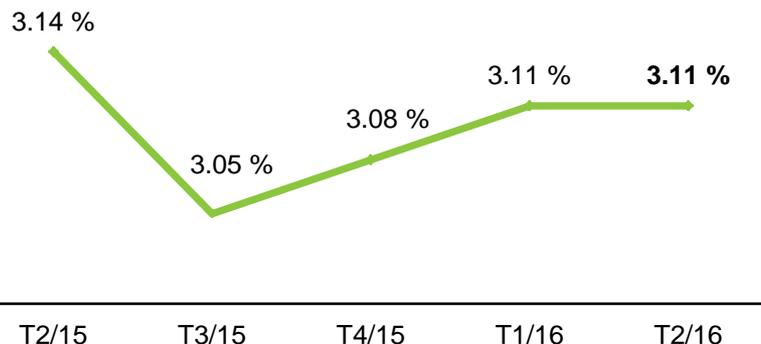


- Actifs administrés
- Actifs gérés

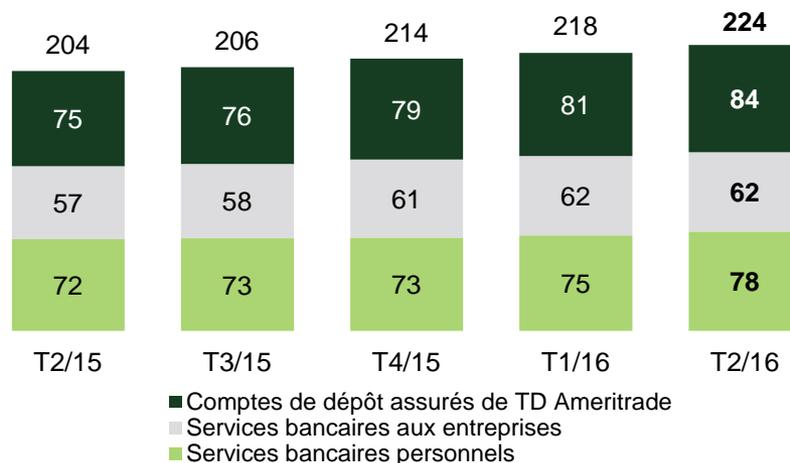
Services de détail aux États-Unis



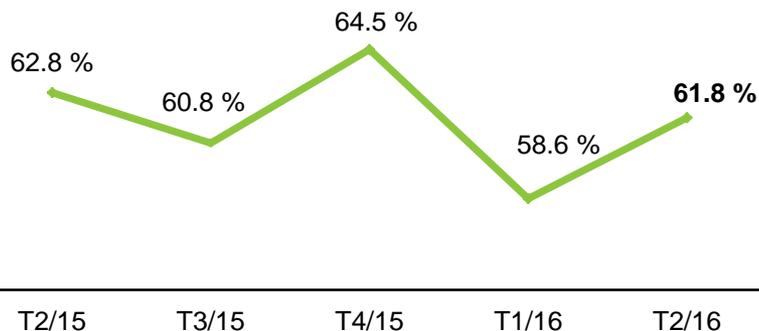
Marge d'intérêt nette



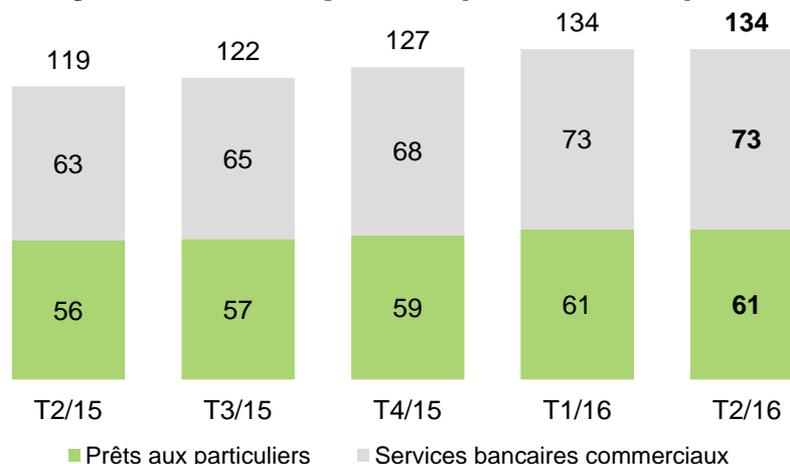
Moyenne des dépôts (en G\$ US)



Ratio d'efficacité rajusté¹



Moyenne des prêts (en G\$ US)

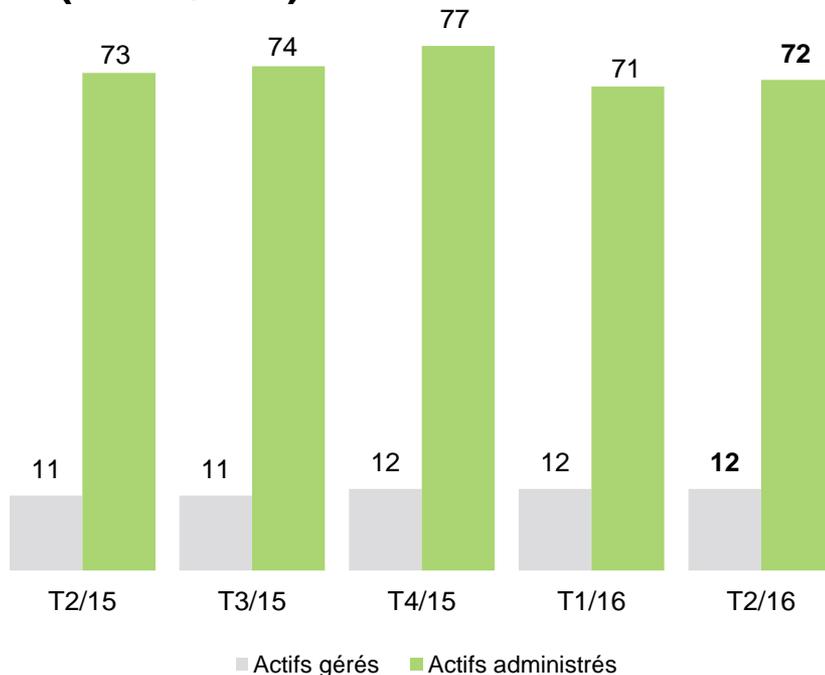


1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3. Les ratios d'efficacité comme présentés s'établissent à 65,3 %, 58,9 % et 67,1 % pour le T2 2015, le T3 2015 et le T4 2015, respectivement. Le ratio d'efficacité comme présenté est équivalent au ratio d'efficacité rajusté pour le T1 2015 et le T2 2016.

Gestion de patrimoine aux États-Unis



Actifs de Gestion de patrimoine (en G\$ US)



TD Ameritrade¹

Quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade revenant à la TD : 108 M\$ CA au T2 2016, en hausse de 26 % sur 12 mois, principalement en raison de ce qui suit :

- Conversion de change, augmentation des produits tirés des actifs et hausse des volumes de négociation

Résultats de TD Ameritrade :

- Bénéfice net de 205 M\$ US au T2 2016, en hausse de 8 % sur 12 mois
- Nombre moyen d'opérations par jour : 509 000, en hausse de 7 % sur 12 mois
- Le total des actifs des clients s'est établi à 711 G\$ US, en hausse de 2 % sur 12 mois

1. La quote-part du bénéfice net en dollars US revenant à la TD correspond à l'apport en dollars CA du bénéfice net de TD Ameritrade au secteur Services de détail aux États-Unis, tel qu'il est indiqué dans les rapports aux actionnaires de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour les trimestres concernés, divisé par le taux de change moyen. Pour de plus amples renseignements, voir le communiqué de presse de TD Ameritrade, accessible au <http://www.amtd.com/newsroom/default.aspx>

Marché canadien de l'habitation



Portefeuille		T2 2016
Portefeuille de CGBI au Canada	Solde brut des prêts	248 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	53 %
	Ratio prêt-valeur (RPV) actuel des prêts hypothécaires non assurés ¹	58 %
Prêts hypothécaires consentis aux acheteurs de copropriétés	Solde brut des prêts	32 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	63 %
LDCVD consenties aux acheteurs de copropriétés	Solde brut des prêts	6 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	30 %
Qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés	<ul style="list-style-type: none"> • RPV, cote de crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global 	
Exposition aux prêts consentis aux promoteurs de copropriétés de grande hauteur	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité des volumes des portefeuilles, qui comptent pour environ 1,6 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada • Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et qui entretiennent une relation de longue date avec la TD 	

1. Le RPV actuel correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt.

Portefeuille de prêts bruts (y compris les acceptations bancaires)



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

	T1 2016	T2 2016
Portefeuille des Services de détail au Canada	359,2 \$	361,9 \$
Services bancaires personnels	299,8 \$	300,9 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	185,9	185,7
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	61,2	62,0
Prêts automobiles indirects	19,2	19,7
Lignes de crédit non garanties	9,6	9,6
Cartes de crédit	17,9	17,8
Autres prêts aux particuliers	6,0	6,1
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	59,4 \$	61,0 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en G\$ US)	132,6 \$ US	135,5 \$ US
Services bancaires personnels	60,6 \$ US	60,7 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	20,4	20,3
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	10,2	10,0
Prêts automobiles indirects	19,6	20,2
Cartes de crédit	9,9	9,6
Autres prêts aux particuliers	0,5	0,6
Services bancaires commerciaux	72,0 \$ US	74,8 \$ US
Immobilier non résidentiel	14,8	15,1
Immobilier résidentiel	4,5	4,9
Commercial et industriel	52,7	54,8
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	53,1 \$	34,3 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en G\$ CA)	185,7 \$	169,8 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	37,4 \$	37,0 \$
Autres³	3,0 \$	1,9 \$
Total	585,3 \$	570,6 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis. Excluent les titres de créance classés comme prêts.

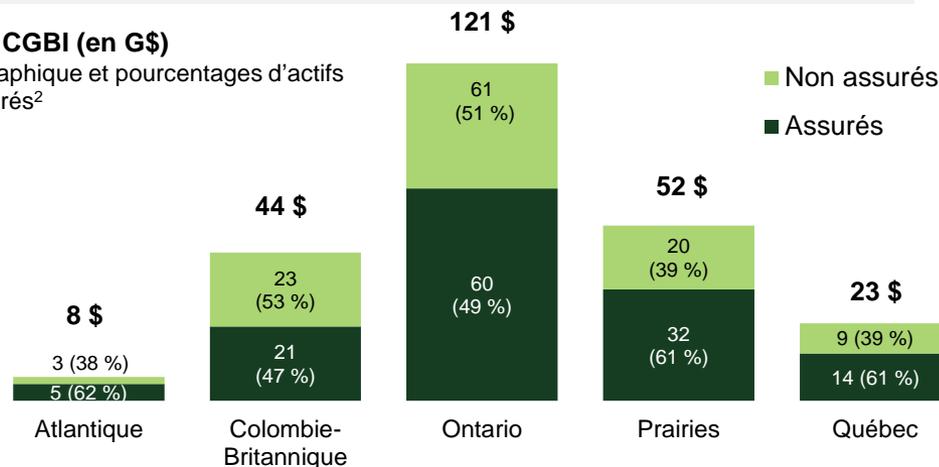
Services bancaires personnels au Canada



Services bancaires personnels au Canada ¹	T2 2016		
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	186	428	0,23 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	62	164	0,26 %
Prêts automobiles indirects	19	61	0,31 %
Lignes de crédit non garanties	10	35	0,36 %
Cartes de crédit	18	158	0,89 %
Autres prêts aux particuliers	6	18	0,29 %
Total des Services bancaires personnels au Canada	301 \$	864 \$	0,29 %
Variation par rapport au T1 2016	1 \$	(10) \$	–

Portefeuille de CGBI (en G\$)

Répartition géographique et pourcentages d'actifs assurés/non assurés²



RPV des prêts hypothécaires non assurés (%)³

T2 2016 ³	70	51	57	67	65
T1 2016 ³	69	52	59	66	64

Faits saillants

- La qualité du crédit reste élevée dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada
 - La détérioration du portefeuille de crédit à la consommation dans les provinces touchées par la chute des prix du pétrole continue d'être contrebalancée par la solide performance ailleurs dans le pays

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

3. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt, conformément aux données présentées par nos homologues.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	Prêts bruts / AB (en G\$)	T2 2016	
		Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/ Prêts
Services bancaires commerciaux ¹	61	169	0,28 %
Services bancaires de gros	37	178	0,48 %
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	98 \$	347 \$	0,35 %
Variation par rapport au T1 2016	1 \$	131 \$	0,13 %

Répartition par secteur ¹	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Provision spécifique ² (en M\$)
Immobilier résidentiel	15,7	7	7
Immobilier non résidentiel	12,5	9	2
Services financiers	11,2	2	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	11,5	14	8
Pipelines, pétrole et gaz	6,3	211	80
Métaux et mines	1,8	21	0
Foresterie	0,7	0	0
Produits de consommation ³	4,1	21	10
Industriel / manufacturier ⁴	5,2	29	23
Agriculture	5,8	12	1
Automobile	6,2	1	1
Autres ⁵	16,9	20	13
Total	98 \$	347 \$	145 \$

Faits saillants

- Le portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada continue d'afficher de bons résultats
- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers continue de représenter moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts :
 - La hausse des prêts douteux est principalement attribuable aux quatre nouveaux prêts des Services bancaires de gros

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.

2. Comprend la provision relative à des contreparties particulières et non individuellement significatives.

3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

4. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

5. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – \$ US



Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	T2 2016		
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	20	328	1,62 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ²	10	822	8,19 %
Prêts automobiles indirects	20	135	0,67 %
Cartes de crédit ³	10	140	1,47 %
Autres prêts aux particuliers	0,5	6	1,03 %
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	61 \$	1 431 \$	2,36 %
Variation par rapport au T1 2016 (\$ US)	–	(50) \$	(0,08 %)
Opérations de change	15 \$	363 \$	–
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	76 \$	1 794 \$	2,36 %

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour⁴

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^e rang	Total
> 80 %	7 %	12 %	27 %	11 %
De 61 à 80 %	39 %	31 %	42 %	38 %
≤ 60 %	55 %	57 %	31 %	51 %
Cotes FICO actuelles > 700	86 %	88 %	84 %	86 %

Faits saillants

- Bonne qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis
- Baisse des prêts douteux aux États-Unis principalement attribuable à la baisse des formations de prêts douteux et à la hausse des règlements des LDCVD Héritage à intérêt seulement

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

3. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T2 2016 40 M\$ US / T1 2016 87 M\$ US / T4 2015 51 M\$ US / T3 2015 39 M\$ US / T2 2015 23 M\$ US).

4. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de février 2016. Cotes FICO mises à jour en mars 2016.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – \$ US



Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	T2 2016		
	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts
Immobilier commercial	20	151	0,76 %
Immobilier non résidentiel	15	98	0,65 %
Immobilier résidentiel	5	53	1,06 %
Commercial et industriel	55	297	0,54 %
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	75 \$	448 \$	0,60 %
Variation par rapport au T1 2016 (\$ US)	3 \$	(6) \$	(0,03) %
Opérations de change	19 \$	114 \$	–
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	94 \$	562 \$	0,60 %

Faits saillants

- Croissance soutenue et bonne qualité du portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	5,3	37
Services de détail	4,2	22
Appartements	4,1	36
Résidentiel à vendre	0,3	9
Industriel	1,1	20
Hôtels	0,9	8
Terrains commerciaux	0,1	5
Autres	4,0	14
Total Immobilier commercial	20 \$	151 \$

Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Santé et services sociaux	7,8	30
Services professionnels et autres	6,7	62
Produits de consommation ²	5,2	51
Industriel/manufacturier ³	6,9	58
Gouvernement/secteur public	7,8	6
Services financiers	2,1	22
Automobile	2,8	8
Autres ⁴	16,0	60
Total Commercial et industriel	55 \$	297 \$

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

4. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :

416-308-9030 ou 1-866-486-4826

Courriel :

tdir@td.com

Site Web :

www.td.com/francais/investisseurs



magazine

Award winner

Canada 2016

Meilleures relations avec les investisseurs par secteur :
Services financiers

Meilleure gouvernance d'entreprise



Groupe Banque TD Présentation sur les résultats trimestriels pour le T2 2016

Le jeudi 26 mai 2016